L'engagement global, nouveau vecteur d'action des universités

Entrevue avec le Professeur Gilles Breton

Gilles Breton(1), David Bel(2)

(1) Université d'Ottawa
(2) Université normale de Chine du Sud

Le Professeur Gilles Breton, Université d'Ottawa, est interviewé par son collègue du RIMES, David Bel (Université normale de Chine du Sud).

David Bel / Ces dernières années, je crois que ta réflexion a beaucoup évolué concernant le rôle des universités dans la mondialisation, notamment suite au mouvement de 2012 au Québec que l'on a appelé, peut-être assez maladroitement, le Printemps érable. Peux-tu nous présenter cette évolution ?

Réponse de Gilles Breton :

Oui, effectivement, le point de départ de cette réflexion, c'est ce mouvement étudiant de 2012 au Québec [1]. Ce qui m'avait frappé dans cet important mouvement social, c'était qu'il y avait deux conceptions de l'université qui s'affrontaient. D'une part, l'université comme vecteur de la justice sociale qui était développée par les manifestants : l'éducation supérieure est un élément de la justice sociale dans nos sociétés, qui permet aux gens des couches inférieures d'avoir accès à une mobilité sociale ascensionnelle. Deuxièmement, parce que l'université est socialement engagée et présente dans sa communauté d'appartenance, elle participe à l'élaboration et à la diffusion d'une

1. Ce mouvement étudiant, qui a duré plusieurs mois (de février à septembre 2012), avait pour but de contester la volonté du gouvernement québécois d'augmenter les droits de scolarité universitaires.

culture porteuse des grandes valeurs de justice, de droits et de démocratie ainsi qu'à la promotion de la démocratie. Dit autrement, les initiateurs du mouvement social de 2012 soutiennent que les universités forment des travailleurs compétents mais aussi et surtout des citoyens responsables. D'où la nécessité de bloquer tout projet, dont la hausse des frais de scolarité, qui viendrait limiter l'accès aux universités.

Face aux étudiants, il y avait une autre conception, qu'on pourrait appeler l'université entrepreneuriale, portée essentiellement par les directions des universités et le gouvernement québécois. Ce modèle d'université repose sur une analyse qui postule que l'éducation supérieure est maintenant rendue un élément moteur du développement économique et social de nos sociétés, que, par les activités de recherche et de production de savoirs, l'université joue un rôle central dans la compétitivité des économies nationale, régionale et locale par sa capacité à innover en recherche, à former les innovateurs de demain. L'émergence d'une économie immatérielle et du savoir nous ferait rentrer dans un autre paradigme économique qui vient bouleverser de manière radicale la nature des activités économiques, ainsi que la structure des coûts de la production d'un bien. Dans cette nouvelle économie, c'est la conception du premier bien qui est onéreuse et non sa production industrielle de masse. Pour donner un exemple simple, c'est la conception d'un nouveau logiciel qui coûte cher et non sa reproduction et diffusion de masse ; ou encore avec l'industrie pharmaceutique dont on comprend que le véritable investissement se situe dans la recherche permettant de produire une nouvelle molécule et non sa fabrication et distribution de masse.

Une des implications majeures de cette nouvelle économie du savoir concerne la place et le rôle qu'y joue la science, dont on sait qu'elle niche présentement dans les universités et les autres institutions de recherche. Alors que dans l'économie industrielle, la science intervenait en amont de la production industrielle comme ressource externe que l'industrie utilisait, dans la nouvelle économie du savoir tirée par l'innovation et la production de nouvelles idées et savoirs, l'activité scientifique se déplace pour devenir le moteur de cette économie. D'où l'appui ferme des directions d'universités à la hausse des frais de scolarité lors des événements de 2012, parce qu'elles s'estimaient sous-financées comparativement aux universités canadiennes et parce que les universités avaient besoin de financements supplémentaires pour jouer leur rôle en recherche et formation dans la nouvelle économie.

Ce qui m'a frappé dans les événements de 2012, c'est le caractère québéco-centré de la discussion et la marginalisation des dynamiques mondiales présentes dans le monde de l'éducation supérieure et la lecture très économiciste de la globalisation de l'enseignement supérieur lorsqu'elle était abordée par les protagonistes.

Pour les étudiants, la globalisation du monde universitaire se réduit au néo-libéralisme qui s'est traduit par des coupures dans les budgets des universités, la marchandisation de l'enseignement supérieur, l'implantation du new management public dans les universités. Ce à quoi s'ajoute, bien sûr le besoin de financements accrus des universités, ceux-ci devant être fournis par la clientèle étudiante, dont les frais de scolarité étaient nettement moins élevés au Québec que dans le reste du Canada.

Les tenants de la deuxième vision (l'université entrepreneuriale) ont aussi une vision très économiciste de la globalisation de l'enseignement supérieur : il faut comprendre celle-ci comme le fait que l'université, l'éducation supérieure est devenue un immense marché global, où on recrute, on exporte, on vend nos produits éducatifs où il s'impose d'avoir des moyens financiers suffisants si l'on veut être compétitifs sur ce marché.

Je simplifie, bien sûr, mais cette lecture polarisée de la globalisation de l'enseignement supérieur soulève deux questions. D'une part, il y a une approche commune et très déterministe qui nie toute autonomie aux universités. Que ce soit les gens de la justice sociale ou que ce soit les gens de l'université entrepreneuriale, dans les deux cas, le comportement des universités est déterminé par ce qui se passe à l'extérieur et principalement dans l'économie. Par exemple, la hausse des frais de scolarité se justifie principalement par le néo-libéralisme qui est évidemment au cœur de la globalisation. De leur côté, les tenants de la deuxième vision (l'université entrepreneuriale) vont nous dire qu'on n'a pas le choix, que le monde de l'éducation supérieure étant globalisé, il nous faut des moyens financiers améliorés si l'on veut avoir les moyens de ses ambitions, à savoir former des étudiants et faire de la recherche dans un monde de plus en plus compétitif. C'est comme si l'université n'avait pas d'autonomie, n'avait pas de marge de manœuvre, ne pouvait travailler par elle-même.

Au-delà de ce déterminisme, l'autre élément qui m'a frappé dans ce débat, c'est que la globalisation de l'enseignement supérieur n'est pas analysée sérieusement, sinon que sur les modes économiques déjà mentionnés. En ce sens, le printemps de 2012 a joué comme un révélateur de la non prise en compte de ce dont la globalisation est porteuse pour le monde de l'enseignement supérieur. Je suis profondément convaincu qu'il y a une autre manière de discuter de cet enjeu et de mettre au jour comment il participe à la redéfinition de l'éducation supérieure dans un monde globalisé et de la nécessité pour les universités d'analyser sérieusement ce monde global dans lequel elles œuvrent dorénavant si elles veulent être capables de définir les stratégies d'action pertinentes.

D'où le projet d'appréhender d'une autre manière la place et la contribution des universités dans un enseignement supérieur en voie de globalisation rapide. Ces réflexions actuelles s'inscrivent dans des conceptions que j'ai développées par ailleurs.

David Bel / De quelle manière, alors ?

Réponse de Gilles Breton :

D'abord, j'inscris l'université dans la mondialisation de l'enseignement supérieur elle-même. Pour cela je travaille avec une approche qui postule que la globalisation ne peut pas être réduite à l'économie et au néolibéralisme et qu'elle n'est pas une réalité externe au monde universitaire, une globalisation externe qui dicterait les choix et la direction que doivent prendre les universités. Évidemment, dans cette approche, il n'y a pas une globalisation mais des globalisations, chacune ayant sa propre dynamique.

Ma définition de la globalisation relève d'une approche géographique. En ce sens, la globalisation est la redéfinition de leur espace d'action par les acteurs, c'est le fait que les acteurs redéfinissent leur espace d'action, ce qui est effectivement le cas des

universités. La question qui nous préoccupe, c'est quelle sont les logiques d'action à partir desquelles les universités redéfinissent leur espace d'action ?

Pour répondre à cette question j'ai adopté une approche *bottom-up*, parce que la globalisation n'est pas un projet mais un processus qui se décline au jour le jour sur la base des actions que mettent en place les acteurs. J'ai identifié quatre logiques d'action, que je rappelle rapidement [2]. La première, c'est une pratique marchande, une pratique d'affaires : on vend, on exporte des produits éducatifs, des cours, des programmes jusqu'à l'ouverture de succursales à l'étranger. La deuxième, une pratique de coopétition, c'est-à-dire qu'il y des réseaux interuniversitaires qui se forment dans la perspective, surtout au niveau de la recherche, d'être plus compétitif au niveau mondial, ce qui permet aussi d'améliorer son capital symbolique par l'amélioration de ses places dans les classements, etc.

La troisième logique d'action correspond à une pratique d'internationalisation comme telle qui est une pratique d'échange. C'est tout le mouvement de la mobilité étudiante qui démarre en Europe à la fin des années 1980 qui s'est enrichie d'une mobilité étudiante de plus en plus intégrée, diplômante, que ce soit avec les cotutelles de thèse de doctorat, les programmes intégrés au niveau maîtrise, doctorat et bac, sanctionnés par des doubles diplômes, par exemple. Le phénomène est bien connu et documenté. La quatrième pratique, c'est celle du développement international qui était dominante pendant la guerre froide et qui tombe avec la chute du mur de Berlin parce c'était une pratique beaucoup politico-idéologique par laquelle s'affrontaient les deux grands blocs dans les pays en développement

Si on considère cette première composante de ma réponse à la question qui situe surtout les universités dans la mondialisation de l'enseignement supérieur, on réalise que les universités sont un acteur central dans cette globalisation de l'enseignement supérieur. Acteur central à différents niveaux.

D'abord, au niveau des quatre logiques d'action, que j'ai identifiées. Deuxièmement au niveau symbolique, par les classements. Puis au niveau économique car elles font du travail au niveau de l'innovation, de la compétitivité nationale, au niveau de l'aide internationale, au niveau culturel, etc. Les universités interviennent aussi dans différents niveaux spatiaux d'action, c'est-à-dire que l'inscription spatiale des universités est désormais triple : locale, nationale et globale. Certains n'hésitent plus à ajouter la dimension régionale avec ce qui se passe dans l'Europe de l'enseignement supérieur ainsi que dans le développement des partenariats Sud-Sud.

David Bel / Comment faut-il, alors, analyser l'enseignement supérieur dans un monde globalisé ?

Réponse de Gilles Breton :

Pour sortir la globalisation de l'enseignement supérieur, de l'angle mort que j'évoquais plus tôt, je pense qu'il faut l'inscrire non plus seulement dans la globalisation de l'éducation supérieure elle-même comme je viens de la faire. Il faut faire un pas de

2. Gilles Breton, « Les universités et la mondialisation : un bilan sous forme d'essai », dans Mario Laforest, Gilles Breton et David Bel (sous la direction de), *Réflexions sur l'internationalisation du monde universitaire : Points de vue d'acteurs,* Paris, Editions des archives contemporaines, 2014, pages 17-28.

plus et analyser les universités dans le monde globalisé lui-même. Au niveau politique, ce monde globalisé, pour être intelligible, doit être analysé à deux niveaux (il y a un débat là-dessus, dont on fera l'économie ici). Le premier niveau d'analyse est évidemment celui des relations internationales, qu'il serait plus juste de nommer relations inter-étatiques. L'analyse de relations internationales nous rappelant que la division de la territorialité politique de la planète en plus de 190 États fait de l'État-nation l'institution prédominante sinon unique de l'organisation politique de notre planète. Évidemment, ces relations entre États sont fondées sur une dynamique de pouvoir qui privilégie la puissance dans toutes ses composantes – militaires, économique, technologique, culturelle, etc. – ainsi que la collaboration internationale, fut-elle bilatérale, multilatérale ou régionale. En bref, ce premier niveau d'analyse postule que les relations qu'ont entre eux ces États sont fondés sur des relations de pouvoir et de puissance qui finissent par produire un ordre international dont la stabilité est assurée par une puissance hégémonique.

À ce premier niveau d'analyse s'en ajoute un deuxième que j'appelle le Politique-Monde. Un niveau d'organisation politique de la planète en voie d'émergence, caractérisé par la présence de ce que j'appelle, paraphrasant une expression de Kofi Annan, les problèmes globaux sans passeport, tel que l'environnement, les injustices globales, les problèmes de santé globale et les nouvelles épidémies, les enjeux démographiques et les nouvelles vagues migratoires, les droits humains, etc.

La deuxième composante de ce Politique-Monde repose sur une redéfinition de la notion de sécurité. La sécurité n'est plus seulement une question de sécurité militaire, ou une question de protection contre la violence potentielle de l'autre, que ce soit le soldat, le terroriste, le drone ou une cyber-attaque. On a vu avec l'École de Copenhague [3] puis avec le PNUD [4], qu'une conception de la sécurité élargie s'était mise en place qui englobe désormais l'immigration, l'alimentation, la santé, les changements climatiques et les nouveaux risques globaux. Au fond, il s'agit d'une conception de la sécurité qui postule que ce qui rend les gens insécures dans le monde, ce sont beaucoup plus les formes d'oppression, de domination qui sont présentes dans la vie des individus et des sociétés, que la menace potentielle d'une armée étrangère ou d'une attaque terroriste.

La troisième composante de ce Politique-Monde voit émerger des nouveaux biens communs et publics globaux, tel que les droits humains, la justice sociale, la connaissance, l'environnement, etc. Ici aussi nous avons assisté à l'élargissement des biens communs globaux qui ne se réduisent plus à la mer et à l'air.

Quatrième et dernière composante de ce Politique-Monde : l'arrivée des acteurs non-étatiques sur une scène politique globale en voie de recomposition. On pense bien évidemment aux acteurs du privé mais aussi aux ONG, aux mouvements sociaux, aux réseaux sociaux, à une opinion publique globale de plus en plus présente.

3. L'École de Copenhague, qui s'est structurée autour de Barry Buzan, a développé le concept de sécurité élargie, qui a permis de cesser de réduire la notion de sécurité à la sécurité nationale ou à la sécurité militaire pour l'élargir à la sécurité sociétale, politique, économique et environnementale.

4. PNUD = Programme des Nations unies pour le développement

David Bel / Toute cette analyse, qu'est-ce que ça implique pour les universités ?

Réponse de Gilles Breton :

Si on revient au premier niveau d'analyse, celui des relations internationales, je pense qu'on peut s'entendre pour dire que le diplomate et le soldat ne sont plus les deux seules figures représentant les relations entre les États. Au niveau qui nous concerne, on voit apparaître la diplomatie du savoir. C'est-à-dire que les États travaillent dorénavant avec les universités dans une perspective de *soft power* (ou de *smart power* diront certains) qui suppose un élargissement de la diplomatie elle-même. En ce sens, la diplomatie se décline maintenant à plusieurs niveaux qui voient la connaissance, le savoir, la science, le digital devenir des vecteurs de la diplomatie.

Cette diplomatie du savoir se décline à trois niveaux [5]. D'une part, on retrouve la science pour la diplomatie : en quoi la science peut-elle permettre l'établissement ou le renforcement de relations diplomatiques entre deux États ? On comprend aisément comment des alliances ont été créées au niveau militaire à l'époque de la guerre froide, tout comme aujourd'hui certains grands projets scientifiques peuvent favoriser le travail entre États, ne serait-ce que pour le partage des coûts ou bien encore parce qu'il y a un intérêt commun.

D'autre part, on constate que la diplomatie joue pour la science. Les conseillers culturels des ambassades ont maintenant tous un volet universitaire et un volet scientifique. Une partie de leur travail est maintenant d'aider à établir des contacts entre partenaires universitaires pour travailler ensemble, pour créer des réseaux, pour développer des programmes de formation, des programmes de recherche, etc. En ce sens, on voit comment, sur le terrain, la diplomatie travaille et favorise les collaborations scientifiques internationales.

Le dernier niveau, celui de la science dans la diplomatie permet de constater comment la science participe à la redéfinition de l'agenda du travail diplomatique. À titre d'exemple, si on regarde les travaux du groupe GIEC [6] sur l'environnement, on voit bien en quoi la connaissance scientifique devient un vecteur de la diplomatie. Les enjeux globaux auxquels on est confronté (les problèmes globaux sans passeport) sont des enjeux à forte composante sociotechnique, des enjeux à forte composante scientifique et sociale. Si on considère les problèmes de santé, les problèmes environnementaux, les problèmes d'alimentation, tous ces problèmes ont besoin du savoir pour être réglés. En ce sens, si les universités ont contribué à faire de la santé globale un enjeu diplomatique, la question se pose de savoir comment les universités pourront contribuer à faire des inégalités sociales globales un nouvel élément de l'agenda politique global à titre d'exemple. Après une conférence de Paris sur l'environnement, à quand une conférence mondiale regroupant tous les États pour la signature d'un traité sur la réduction des inégalités globales ? Donc, la science devient un vecteur de la diplomatie et surtout de l'agenda de la diplomatie.

5. Sur ce point, lire le rapport de The Royal Society *New frontiers in science diplomacy, Navigating the changing the balance of power,* January 2010, London.

6. GIEC = Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (en anglais IPCC pour *Intergovernmental Panel on Climate Change*).

Au niveau des relations internationales classiques, les universités sont déjà positionnées par le biais de la diplomatie du savoir. Dit autrement, les universités participent aux relations internationales de leurs États respectifs par leur capacité d'influence et le biais du *soft power*.

Qu'est-ce qui en est au niveau du Politique-Monde, le deuxième niveau ? On se rappellera que la présence d'acteurs non-étatiques est une des caractéristiques du Politique-Monde. Et je suis convaincu que par des stratégies appropriées, les universités pourraient joindre ce groupe d'acteurs dont la contribution pourrait être importante pour l'analyse des problèmes globaux sans passeport. Ce qui suppose une redéfinition de l'action internationale des universités sur laquelle j'envisage de travailler à partir de l'hypothèse de l'université civique globale.

Il y a toute une littérature qui émerge actuellement sur cette question. Je pense à la publication de l'ouvrage récent portant sur l'université civique [7], mais aussi au dernier rapport de GUNI [8]. Je veux tester si leur proposition d'une université civique conçue comme une université engagée dans son milieu peut nous permettre de sortir de la polarisation dont nous avons discuté au début de cette rencontre entre l'université comme vecteur de la justice sociale et l'université entrepreneuriale. La piste que je veux suivre est la suivante : partant des éléments déjà évoqués qui structurent le Politique-Monde, je voudrais voir comment les universités pourraient redéfinir leur présence internationale en s'engageant et se connectant sur ce Politique-Monde et sur les enjeux globaux qu'on y retrouve sur lesquels la contribution des universités et des universitaires pourrait être importante.

Une remarque s'impose ici. Si on se rappelle les quatre logiques d'action internationale universitaire que j'ai identifiées, celle de l'aide et du développement international, qui a joué essentiellement pendant la guerre froide, mais qui est rendu une composante secondaire de l'action internationale des universités, certains pourraient suggérer que face aux nouveaux problèmes globaux, la réponse serait tout simplement de réinvestir et de relancer cette logique du développement international. On ne peut pas revenir en arrière parce que, d'une part, la preuve est faite que c'est relativement inefficace, et d'autre part, il y a tout un débat autour du néo-colonialisme dont relèverait cette aide internationale qui ne me semble pas impertinent. Donc, je ne crois pas que c'est par la remise à jour d'une pratique vielle de 60 ans qu'on peut relancer l'action universitaire internationale.

Cette université civique, si on la pense au niveau global, elle s'appuie, me semble-t-il, sur les quatre piliers suivants. Premièrement, elle reprend l'idée que les universités ont une triple inscription spatiale : locale, nationale et globale. Pour ma part, je m'intéresse au niveau global, même si tous ces niveaux sont interconnectés.

Il y a évidemment une dynamique de collaboration internationale (le deuxième pilier). C'est pourquoi on ne peut pas revenir au développement international parce

7. Goddard,J. Hazelkorn, E. Kempton, l. Valance, P., *The Civic University The policy and leadership Challenges,* Edward Elgar Publishing, London, 2016.

8. Global University Network for Innovation, *Higher Education in the World 6 Towards a socially responsible university : Balancing the Global with the Local*, 2017. http://www.guninetwork.org/report/higher-education-world-6

que je pense qu'il faut passer de l'assistance au partenariat actuellement. La collaboration internationale doit reposer sur le partenariat avec des acteurs universitaires et non universitaires, pour faire de la recherche et de la formation sur les nouveaux enjeux globaux. Il me semble que travailler en partenariat s'impose actuellement. Par exemple, comment peut-on travailler sur les problèmes de sous-alimentation au niveau mondial sans travailler avec des universités du Sud, qui travaillent sur les problèmes de sécheresse et les problèmes de sous production de l'agriculture dans les pays du Sud ? Même chose avec les problèmes de changement climatique. Si on ne travaille pas avec des universités qui sont sur le terrain, je ne vois pas comment on va pouvoir développer les politiques qui conviennent pour régler les problèmes de changement climatique, tant au niveau local que global. En ce sens, au niveau de la collaboration internationale, dans une université civique globale, on passerait de l'assistance au partenariat.

Le troisième pilier, l'engagement dans le milieu, est le vecteur essentiel de l'université civique. C'est fondamental pour les auteurs de *The civic university*. Selon eux, il s'agit d'une université qui est présente, qui est engagée dans son milieu. Ce qui signifie dépasser le modèle de la Triple hélice [9] (les universités, le gouvernement et l'entreprise), pour aller vers celui d'une université engagée dans le modèle de la Quadruple hélice où l'on retrouve le gouvernement, les acteurs économiques, les universités, bien sûr, ainsi que les acteurs de la société civile. C'est ça l'idée de l'engagement : on ne travaille pas seulement avec les deux premiers niveaux, le gouvernement et les acteurs économiques, on travaille aussi avec les acteurs de la société civile et les autres universités. Selon moi, toujours dans la perspective de s'inscrire dans le Politique-Monde, il y a un créneau d'action extrêmement intéressant.

Au niveau de l'enseignement, l'université civique suppose l'innovation. C'est le quatrième pilier. Il s'agit de mettre en place un enseignement trans ou multidisciplinaire, qui est intégré internationalement et qui est *issues oriented*, c'est-à-dire que les programmes de formation sont organisés autour des enjeux globaux. L'idée étant qu'il faut être capable de former des acteurs réflexifs globaux. Dans ce sens-là, on ne construit pas des programmes d'enseignement dans une logique strictement disciplinaire, mais on forme des programmes d'enseignement à partir d'enjeux, dans la logique de la Quadruple hélice ainsi que dans une perspective interdisciplinaire dite intégrée.

Qu'est-ce que cela implique au niveau de la recherche ? C'est la même chose. Cela veut dire qu'on se focalise sur les problèmes globaux sans passeport, à travers des réseaux globaux de recherche, non limités par les disciplines. On travaille sur, non plus le mode 1 ou le mode 2, mais le mode 3 de la recherche, le mode 3 de la production du savoir. Pour prolonger la réflexion de Gibbons [10], le nouveau mode de production du savoir implique des acteurs de la recherche qui vont au-delà du marché, au-delà des acteurs économiques et du monde universitaire mais qui implique aussi les acteurs de la société civile, les ONG, les organisations internationales, etc.

9. Modèle mis au point par Henry Etzkowitz (Université de Newcastle, Grande Bretagne) et Loet Leydesdorff (Université d'Amsterdam, Pays-Bas) dans les années 1990.

10. M. Gibbons, C. Limoges, H. Nowotny, S. Schwartzman, P. Scott et M. Trow, *The New mode of knowledge production*, Sage, Londres, 1994.

Et évidemment, la production de cette recherche-là est une recherche appliquée, réflexive, qui implique la coproduction de savoirs et d'actions appliquées avec des acteurs de la société civile, dans une logique d'analyse d'impact de la recherche sur les enjeux comme tels. La différence entre une recherche appliquée et une recherche fondamentale est la suivante : alors que la recherche fondamentale, c'est la mobilisation du savoir pour produire du nouveau savoir, la recherche appliquée qui, il me semble, est au cœur d'une université civique globale, s'appuie sur la mobilisation des savoirs pour produire de nouvelles formes d'action, pour produire des savoirs appliqués, producteurs de nouvelles stratégies d'action pour régler les problèmes globaux auxquels on fait face.

Voilà la piste de recherche qui m'intéresse actuellement. En résumé, il faut sortir de la globalisation comme étant un angle mort. Pour vraiment comprendre ce que signifie la mondialisation de l'enseignement supérieur, il faut l'inscrire non pas seulement dans la mondialisation de l'enseignement supérieur mais il faut l'inscrire dans le monde globalisé. Pour cela, il faut sortir d'une logique déterministe et économiste. Il faut lire le monde autrement et je propose de le lire à deux niveaux politiques : celui des relations internationales et celui du Politique-Monde en voie d'émergence. Ce qui m'amène à identifier un niveau d'action internationale politique pour les universités : la diplomatie du savoir comme composante du *soft power* des États et l'hypothèse des universités se structurant comme acteur autonome au niveau du Politique-Monde. D'où mon hypothèse de travail, c'est-à-dire celle d'une université civique globale, qui reposerait sur les éléments que je viens de discuter.

J'articule étroitement cette hypothèse de travail avec le thème de la responsabilité sociale des universités qui me semble un thème négligé et même impensé dans notre milieu. Sur ce point, je pense que les universités et les universitaires, étant convaincus qu'on fait le bien – on n'a probablement pas tort de penser ça – on ne sent pas le besoin de redéfinir notre responsabilité sociale. À cet égard, il me semble que face à ce qui se passe au niveau de la globalisation et des nouveaux problèmes globaux sans passeport, il y a nécessité pour les acteurs universitaires de réfléchir à la responsabilité sociale des universités dans ce nouveau contexte. L'hypothèse qui guide ma réflexion serait de glisser de la responsabilité sociale à l'engagement global pour les universités.

David Bel / Dans la poursuite de ta réflexion, quel terme vas-tu privilégier ? Parce qu'on voit souvent utilisées de manière indifférenciée les expressions suivantes : la mondialisation de l'enseignement supérieur, la globalisation de l'enseignement supérieur, l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

Réponse de Gilles Breton :

Je travaille présentement plus avec la notion de globalisation de l'enseignement supérieur. Permets-moi un détour par l'économie. Dans son ouvrage *Qu'est-ce que la Mondialisation ?*[11], l'économiste français Charles-Albert Michalet identifie trois configurations de l'économie. La première correspond à l'économie internationale caractérisée par une économie où le commerce international et la logique des balances des

11. C-A. Michalet,. *Qu'est-ce que la Mondialisation,* La Découverte, Paris, 2002, p. 18 et suivantes.

paiements dominaient, comme au début du XX^{e} siècle. Dans ce cas, on était dans une logique d'échange économique de biens. Pour moi, l'internationalisation de l'enseignement supérieur correspond à l'époque où l'action internationale des universités était fondée sur les échanges étudiants et la mobilité. Quand je mets sur pied le Bureau International à l'université Laval à la fin des années 1990, le cœur de notre activité est de développer l'internationalisation de l'enseignement supérieur par le biais des échanges étudiants.

La deuxième configuration, la multi-nationale, correspond à l'économie mondiale, caractérisée par l'importance prise par les multinationales, la délocalisation des capacités de production et une part de plus en plus grande prise par le commerce intra-FMN [12]. La mondialisation en enseignement supérieur, correspond, en ce qui me concerne, à tout l'aspect économique des échanges universitaires qui vont de la vente de produits éducatifs, de programmes à l'international, de l'ouverture de succursales à l'étranger et bien sûr de la conquête de nouveaux marchés de recrutement à l'international.

La troisième configuration identifiée par Michalet, la globale, correspond à l'économie globalisée, tirée et intégrée par le capitalisme financier global où les réseaux sont des acteurs importants. Dans cette perspective, la globalisation de l'enseignement supérieur, c'est le moment où l'on passe à l'intégration des activités universitaires elles-mêmes, où les programmes universitaires de formation et de recherche deviennent de plus en plus intégrés au nouveau mondial. On est plus dans une logique d'échange, on produit des double-diplômes, on produit des thèses de doctorat en cotutelles, on produit des programmes conjoints, on produit de la recherche conjointe, on crée des réseaux de recherche autour d'enjeux.

Mais, attention, ces trois configurations sont présentes actuellement. C'est pourquoi j'utilise encore le concept d'internationalisation pour caractériser les échanges. Il y a toujours une logique d'échanges d'étudiants. Il y a toujours et encore une logique marchande de l'éducation supérieure. Et il y a toujours une logique d'intégration des activités universitaires au niveau planétaire. Mais, ce qui est nouveau, c'est la dimension intégrative qui tire les stratégies internationales des universités. C'est pourquoi je caractérise la période actuelle comme étant définie par l'intégration, la globalisation de l'enseignement supérieur.

David Bel / Est-ce que ce n'est pas, aussi, le niveau d'analyse qui va intervenir également ? Toi, en tant que théoricien et chercheur, tu vas plus facilement parler de mondialisation et de globalisation, mais une université elle-même, en tant qu'actrice, elle va parler d'internationalisation.

Réponse de Gilles Breton :

Évidemment. Mais si j'étais encore vice-recteur, je ne ferais plus de la mobilité étudiante le vecteur du travail de mes bureaux internationaux. Je déplacerais le centre de ma stratégie internationale du côté de la recherche, du côté des programmes gradués (maitrise, doctorat), intégrés, articulés à des projets de recherche. Et non plus l'idée d'avoir des étudiants qui vont passer un trimestre en Chine ou en France.

12. Intra-firmes multinationales.

Dans l'université civique globale, il y a comme un point de bascule. C'est l'idée que l'action de présence de l'université dans la société n'est tout simplement pas une composante qui s'ajoute à l'enseignement et à la recherche. L'idée d'engagement traverse à la fois la recherche et les programmes d'enseignement. C'est de faire de cette présence-là dans la société le vecteur de la redéfinition de l'action. Ça prend donc des programmes de recherche et d'enseignement tels que je les ai définis plus tôt. Ça déplace totalement l'axe de la responsabilité sociale et de l'engagement de l'université comme étant le vecteur qui tire l'université. Il devient celui à partir duquel on redéfinit l'université. Dans leur ouvrage, les auteurs identifient les sept dimensions de cette université civique :

1. Elles ont un sens du devoir.
2. Elles sont activement engagées, avec des collaborateurs universitaires et extra universitaires.
3. Elles ont une approche holistique de l'engagement, c'est une dimension constitutive de la vie universitaire.
4. Elles ont aussi un « sens de la place », elles sont très présentes dans leur milieu local.
5. Elles veulent investir dans leur engagement.
6. Elles sont transparentes et responsables.
7. Elles vont mettre en place des méthodologies novatrices dans l'enseignement et la recherche.

Mais j'insiste, c'est le niveau global qui m'intéresse ainsi que j'ai tenté d'indiquer plus avant ce qu'une université civique globale pourrait vouloir dire. En fait, c'est une proposition de redéfinition de l'action des universités. L'idée est que si on pensait les universités à partir de leur engagement, ça pourrait être intéressant. Et il y a toute une littérature émergente sur cette question. Je ne suis pas seul à penser cela.

David Bel / Depuis une quinzaine d'années, j'évolue entre trois espaces géographiques universitaires très différents : le Québec et le Canada, la Chine et la France / l'Europe francophone. Or, entre ces trois espaces, la marge d'action des universités est très différente.

Réponse de Gilles Breton :

Oui, tout à fait. En fait, l'espace d'action des universités est en pleine redéfinition. Aux dynamiques habituelles Nord-Sud, on voit de plus en plus se développer actuellement des dynamiques interuniversitaires Sud-Sud, et même Sud-Nord.

Si on regarde l'espace européen, il y a une sorte d'européanisation de l'enseignement supérieur qui se fait toujours en fonction de la Triple hélice. Cette européanisation ne se fait pas en fonction de la Quadruple hélice, de l'articulation de l'action universitaire avec des acteurs de la société civile.

L'espace d'action des universités est à redéfinir dans cette perspective-là. Il peut être tout à fait régional (dans le sens régions internationales). Mais il peut jouer aux trois

niveaux. À la limite, on pourrait dire aux quatre niveaux : à un niveau local, à un niveau national, peut-être à un niveau régional aussi, et un niveau global.

Si on regarde les grands blocs économiques – Amérique du nord, Europe, Asie, Afrique - il y a plus d'échanges économiques à l'intérieur de chaque bloc qu'entre les blocs. C'est un peu le même constat qui s'impose au niveau de l'enseignement supérieur.

L'autre élément qui joue dans la redéfinition de l'espace d'action des universités est la relation qu'ont les universités avec leur État-nation. L'autonomie à l'égard de l'État est très différente entre les universités européennes et nord-américaines et chinoises, pour donner ces trois exemples. La manière dont l'État est impliqué dans l'éducation supérieure, le régule et le contrôle est évidemment une variable clé dans les possibilités d'action internationale des universités. Et de ce point de vue, je suis convaincu que le lieu d'où je parle, le Canada où les universités ont une solide marge d'autonomie à l'international conditionne ma lecture *bottom-up* de la globalisation de l'enseignement supérieur.

David Bel / Ce qui m'a frappé en t'écoutant, et si je compare avec ton article dans les Cahiers du RIMES 1, à ce moment-là, tu étais dans une analyse de ce qui se passait, des logiques sous-jacentes, etc., là, notamment, dans la deuxième partie de ton propos, tu es très proactif, voire même programmatique. Tu pars d'une analyse, puis la moitié du propos porte, en fait, sur ce qu'une université devrait être.

Réponse de Gilles Breton :

Effectivement. C'est lié aux postes d'action que j'ai occupés depuis près de 20 ans et que j'occupe toujours. De ce point de vue je me sens beaucoup plus acteur réflexif en éducation supérieure que chercheur. Si je prends l'exemple de l'École que je dirige actuellement [13], on est à mettre sur pied un doctorat qui, justement, s'inscrit dans une perspective de renouvellement. On a d'abord fait la lecture que 80 % des étudiants ayant obtenu un doctorat ne trouvent pas d'emploi dans le monde universitaire. Il y a de l'emploi dans le monde universitaire pour 20 % ! Peut-on vraiment ouvrir un programme de doctorat en 2018 en sachant qu'il n'y aura du travail que pour 20 % des finissants ? Il y a une autre clientèle pour le doctorat : celle formée de gens qui veulent accéder au marché du travail (ou qui y sont déjà présents) et qui veulent contribuer à desserrer des contraintes auxquelles nos sociétés sont confrontées afin de pouvoir agir sur le réel. Ces gens-là veulent faire de la recherche appliquée (au sens où je l'ai définie plus haut) et il est de notre responsabilité de leur offrir des programmes de formation qui leur permettront de réaliser leurs ambitions tout en étant pertinents. C'est tout un basculement, c'est passé du mono- à l'interdisciplinaire, c'est passer de la recherche scientifique traditionnelle à de la recherche appliquée, du Mode 1 au Mode 3.

13. Gilles Breton est, depuis 2016, directeur de l'*École supérieure d'affaires publiques internationales* de l'Université d'Ottawa.

David Bel / Par rapport à la question du positionnement du chercheur, donc, toi, tu vois ça comme une évolution de ton positionnement de chercheur ?

Réponse de Gilles Breton :

Chercheur n'est pas le mot qui convient pour définir ma position dans le monde universitaire. Je tiens énormément à la notion d'acteur réflexif. J'ai eu la chance et le privilège d'avoir une carrière universitaire au cours de laquelle j'avais un pied dans l'analyse et l'autre dans l'action, et bien évidemment les deux perspectives étaient intégrées. J'ai toujours travaillé depuis ma thèse de doctorat sur la mondialisation et donné des cours aux trois cycles sur ce sujet. Lorsque j'ai pris des responsabilités non pas administratives mais d'action à l'international il y a près de 20 ans, je n'ai jamais arrêté d'enseigner et ce passage à l'action a même transformé le contenu de mes enseignements puisque j'ai glissé de la mondialisation de l'économie à une approche sociologique et géographique de la mondialisation appliquée à l'éducation supérieure.

C'est cette place spécifique que j'occupe à l'université qui m'a fait glisser de la recherche théorique à l'utopisme pragmatique et à la recherche de l'innovation institutionnelle dans le monde universitaire qui m'a fait partager l'idée qu'on a autant besoin aujourd'hui d'instruments d'application que de nouveaux concepts, qui me fait adhérer à cette conception de l'université à trois composantes (enseignement, recherche et application [14]), toutes choses qui ne me font plus réduire le travail des sciences sociales à l'étude des mécanismes de domination et de reproduction sociale mais l'élargissent à la nécessité de travailler sur les solutions alternatives. Ce qui, dans le cas des universités, suppose de mon point de vue, de prendre le tournant global, de lire les universités comme acteur global et de creuser les pistes où elles pourraient le mieux déployer leur action dans ce monde qui vit une tempête presque parfaite : Brexit et Trump, changements écologiques, démographie et vagues migratoires, populisme, démocratie illibérale et démocrature, nouvelles inégalités globales et mutations accélérées de l'économie, nouvelles formes d'insécurité...

L'université occidentale a huit siècles d'existence. Pour qu'elle continue à exister, qu'elle reste pertinente, il a fallu qu'elle se réinvente, qu'elle se remette au monde plusieurs fois. La voilà de nouveau confrontée à cette obligation de renouveau et de résultats !

David Bel / Merci !

14. Sur ce point lire l'excellent ouvrage de M.Crow et W B. Dabars intitulé ; *Designing the NEW American University*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2015.